https://www.elcorreo.eu.org/L-enfer-a-des-sorties-de-secours

Lula maintient un espace d’autonomie pour l’Amerique Latine

L'enfer a des sorties de secours

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Brésil ne s’est pas réveillé émancipé, mais il ne s’est pas non plus réveillé assujetti. Entre les deux, il y a une victoire dont l’ampleur dépasse la seule différence de nombre de voix. Des millions de personnes ont empêché que le plus grand pays d’Amérique du Sud ne soit intégré à une constellation réactionnaire d’affaires, d'autorité, de ruine populaire et d’obéissance internationale.

La victoire de Lula a interrompu une succession avec un nom de famille, des parrains et des gérants prêts à se partager les clés. La fuite de Flávio Bolsonaro par l’Argentine a montré à quel point ce réseau conserve son pouvoir même après avoir perdu les élecxtions. Les urnes lui ont fermé les portes du palais ; ses alliés lui ont laissé une porte ouverte. La défaite électorale ne démantèle pas un réseau capable de remplacer la fête par le soutien pour ne pas abandonner les siens.

Lula a obtenu 51,79 % contre 48,21 % pour Flávio, avec plus de 4,4 millions de voix, et a inversé l’ordre du premier tour. Pendant trois semaines, une défaite considérée comme le destin a commencé à être combattue par l’organisation et le travail. Le résultat ne démontre pas qu’il est toujours possible de gagner : il montre que les rapports de force se modifient y compris pendant le combat. L’incertitude qui empêche de promettre des victoires devrait empêcher d’annoncer comme certaines les défaites. La métaphore de la vague de droite devient un alibi lorsqu’elle transforme ses adversaires en baigneurs qui ne peuvent que choisir où se noyer. Cette fois, ils sont sortis pour modifier le cours de l’eau.

L’étape brésilienne rend cette interruption continentale. En jeu, l’industrie, les ressources et une influence diplomatique qui ne se remplacent pas en accumulant les déclarations. Pour Trump, conquérir un gouvernement allié au Brésil aurait signifié bien plus que d’ajouter une photo à sa collection ; pour Milei, cela lui aurait permis d’afficher la subordination de l’Argentine en tant qu’avant-garde régionale. La victoire de Lula n’instaure pas une hégémonie progressiste, mais elle empêche la droite réactionnaire de disposer d’un autre État aux dimensions décisives. Dans une région habituée à ce que son avenir lui soit dicté depuis l’extérieur, conserver le droit d’en débattre est une conquête qui mérite d’être célébrée sans exiger de crédulité.

Les droits de douane utilisés par Trump contre le Brésil ont lié l’accès au marché étatsunien aux conflits politiques et judiciaires internes. Un outil commercial est devenu un instrument de coercition : certaines décisions souveraines auraient donc un prix à payer imposé par Washington. Le préjudice économique devait se traduire par une sanction électorale contre Lula, tandis que l’allié promettait un retour à la normale. Il n’était pas nécessaire d’interdire une candidature s’il était possible de rendre sa victoire plus coûteuse. Le chantage est arrivé à travers la tarification douanière, mais a conservé une syntaxe reconnaissable : accepter notre protection ou en assumer les conséquences. La campagne de Lula a contesté cette interprétation, faisant en sorte que Brésiliens reconnaissent l’agresseur qui se cachait derrière le prétendu sauveur.

C’est là que s’exprime la contradiction du nationalisme bolsonariste : proclamer la grandeur de la patrie tout en recherchant ou en célébrant une pression étrangère sur elle. La contradiction peut être dissimulée en présentant l’actuel gouvernement comme une occupation et la puissance étrangère comme libératrice. Mais elle révèle une priorité : plus que l’indépendance de la communauté nationale, elle veut la victoire de la faction. Milei a apporté à cette entreprise le soutien de l’État argentin et une amplification médiatique, quitte à compromettre une relation stratégique pour l’industrie, l’emploi et l’énergie argentins. Le voisin ne déménage pas lorsqu’il vote mal. Après avoir milité pour le Brésil qu’il souhaitait, Milei devra cohabiter avec celui qui existe ; après le passage de Flávio à Iguazú, il devra également expliquer ce qu’il a fait avec sa propre frontière.

Copyright © El Correo

La famille protège les siens

La séquence de la fuite permet de préciser le caractère mafieux de cette alliance. Le qualificatif décrit une logique de loyauté, d'intimidation et de protection réciproque ; il n'anticipe pas une condamnation pénale. On fait pression sur la société pour favoriser un allié, on jette le soupçon sur les élections lorsqu'il perd et on lui offre une protection lorsque la justice de son pays restreint ses mouvements. Les xxxxxxxx peuvent différer et nous ne connaissons pas chaque ordre, mais la continuité des faveurs est évidente. La communauté idéologique fonctionne comme une famille qui exige l'obéissance à l'extérieur et accorde l'indulgence en son sein. L'État cesse d'agir en tant que patrimoine public et commence à prêter ses guichets, son autorité et ses silences à une solidarité de clan.

À 22h50 le mardi 27 octobre, Flávio Bolsonaro, sa femme et ses deux filles sont entrés en Argentine par le pont Tancredo Neves. À 23h30, ils ont embarqué à Puerto Iguazú sur un vol privé de Baires Fly avec comme destination déclarée Guayaquil. Le décollage a eu lieu vers 00 h 21 mercredi. L'office des Migrations a signalé le transit à 2 h 01, lorsque l'avion avait déjà décollé. L'escale en Equateur pour le ravitaillement en carburant a ensuite été enregistrée par des journalistes de l'AFP. Washington avait déjà annoncé qu'il accorderait des visas à la famille. La chronologie se substitue à la rumeur et montre une protection qui dépasse les acollades présidentielles. Par " affinité", il a trouvé des véhicules, un avion et une promesse d'entrée.
Flávio est sorti du pays malgré une interdiction judiciaire. Alexandre de Moraes avait ordonné à Flavio de remettre ses passeports dans le cadre d'une enquête pour blanchiment d'argent présumé ; la police fédérale brésilienne a annulé ses documents brésiliens à l'expiration du délai. Le sénateur nie ces accusations. La fuite ne prouve certes pas sa culpabilité, mais elle ne peut pas non plus se réduire à un voyage en famille parce qu'un bureau argentin a enregistré son entrée sur le territoire sans entrave.

Une chose est ce qui permet un contrôle aux frontières et une autre ce que le tribunal du pays d'origine ordonne. Entre les deux juridictions, il ne faut pas laisser se creuser un fossé qui fasse disparaître la question politique. Le sceau accrédite une procédure ; il n'exonère pas un gouvernement d'expliquer sa conduite. CNN Brésil avait rapporté mardi matin que la police fédérale avait contacté les autorités argentines sur le risque de fuite. Nous ne connaissons pas le texte de cette communication et il serait inapproprié de la confondre avec un mandat d'arrêt exécutoire. Mais l'avis émis, avant le passage de la frontière, rend inévitable de se demander ce que savait la Casa Rosada et ce qu'elle a fait en connaissance de cause.

Les médias argentins ont rapporté l'existence d'une escorte de police vers l'aéroport ; le journal La Nacion a signalé la présence du principal conseiller gouvernemental, Santiago Caputo, à Misiones au moment du départ. Ces éléments justifient d'enquêter sur le soutien officiel, même s'ils ne reconstruisent pas la chaîne de commandement. La critique n'a pas besoin d'inventer une conversation secrète : elle doit empêcher le gouvernement de contourner les interrogations publiques.

La célébration officialiste dissipe , en revanche, tout doute sur l'appropriation politique du dénouement. Juan Pablo Carreira, directeur de la communication numérique de la présidence argentine , a présenté Flávio comme en sécurité du communisme et prêt à continuer la lutte depuis les États-Unis. Son message ne prouve pas un ordre opérationnel, mais dément l'indifférence. Alors que l'office des Migrations a décrit une situation de transit, un fonctionnaire présidentiel a célébré un sauvetage. La bureaucratie parlait à voix basse et la propagande levait son verre. La Casa Rosada, qui n'a pas trouvé une phrase pour féliciter le vainqueur des élections brésiliennes, a trouvé de l'enthousiasme pour fêter le vaincu. Le manque de courtoisie était sélectif ; la solidarité, aussi.

Caputo s'est moqué des contradictions journalistiques sur l'endroit où se trouvait Flávio. Il y a eu des erreurs qui doivent être corrigées : le fait d' entrer dans le pays de nuit ne rend pas inexact d'en être parti le matin, même si cela n'a pas été enregistré. Mais cette précision n'exonère pas non plus ceux qui gèrent l'information publique. La confusion devient un moyen lorsqu'elle déplace l'interrogation sur des décisions de l'État vers un concours sur le

Copyright © El Correo

journaliste qui s'est trompé en premier. Le pouvoir retient les informations, puis ridiculise ceux qui tentent de les reconstruire. Alors que le débat poursuit le journaliste, le passager lui franchit une autre frontière. C'est pourquoi la rigueur ne refroidit pas la dénonciation : elle l'empêche de travailler dans le brouillard.

Washington a annoncé avoir octroyé des visas et une autorisation d'entrée ; Trump s'est déclaré prêt à accueillir la famille. C'est un accueil offert, pas un asile déjà accordé ni une preuve de direction américaine pour chaque mouvement. Le simple fait de se connaître suffit à mettre en évidence une protection qui survit au revers électoral. Du côté argentin, il y a eu un transit confirmé, une escorte signalée et une célébration par un proche de l'équipe présidentielle ; du côté américain, une porte ouverte publiquement. La complicité politique repose sur cette convergence, tandis que les responsabilités juridiques individuelles nécessitent des preuves supplémentaires. L'entente offre deux ressources complémentaires : un territoire de passage et une destination prête à accueillir l'allié.

L'asile ne doit pas dépendre de sympathies politiques, mais une enquête ne se transforme pas non plus en persécution concernant un ami de Trump. Présenter toute action judiciaire contre soi comme une violence communiste introduit une absolution idéologique avant d'ouvrir le dossier. Une chose similaire se produit avec les élections : si l'adversaire gagne, le résultat est suspect ; si l'allié gagne, c'est le vrai peuple qui parle. On fabrique ainsi une légitimité portable que le dirigeant porte avec lui même si les urnes ont choisi un autre. La souveraineté nationale est subordonnée à un tribunal étranger d'affinité dont le président décide quel démocrate mérite un visa et quelle démocratie mérite une punition.

La fuite révèle également une inégalité dans la répartition des risques. Le dirigeant dispose de contacts, d'aviation privée et d'accueil à l'étranger ; ses partisans restent là où ils devront faire face aux conséquences de la défaite. La patrie peut continuer à réclamer des sacrifices depuis une adresse postale à l'étranger. Mais le bolsonarisme ne constitue pas une volonté sans faille : il y a eu de la surprise et un malaise parmi les alliés qui s'attendaient à ce que Flávio mène l'opposition. La protection internationale préserve un membre du clan sans garantir son autorité sur l'ensemble du champ politique. D'autres peuvent disputer sa place. Un réseau capable de faire sortir son candidat du pays ne prouve donc pas qu'il peut maintenir unie la coalition qui devait gouverner en cas de victoire.

Les racines de la victoire

L'entente articule des intérêts qui ne sont pas identiques : un producteur brésilien vendant en Chine peut être en désaccord avec Washington ; une usine argentine peut souffrir des amitiés de Milei. Lula conserve une marge de manœuvre pour diversifier ses liens via la Chine, les BRICS et le Mercosur. Mais la multipolarité n'implique pas l'émancipation : changer d'acheteur ne transforme pas une structure productive et diversifier les créanciers ne rend pas une dette juste. L'autonomie acquiert un contenu populaire lorsque la capacité à décider du travail, de la technologie et des biens communs augmente.

Cela passe aussi par les infrastructures où une société débat. La campagne de Lula s'est servie avec efficacité des plateformes numériques, mais gagner à travers celles-ci ne revient pas à en régir les règles. La promesse de parler directement avec le peuple masque l'entreprise qui gère la circulation de l'information : l'intermédiaire disparaît de l'image et reste dans le business. Reste à savoir qui distribue la visibilité et sous quels contrôles. La souveraineté numérique perd son sens, si seul change le propriétaire de l'arbitraire ; le militantisme s'appauvrit lorsque la participation se réduit à retransmettre.

José Natanson explique dans Le Monde Diplomatique la remontée de Lula par la confluence de la mobilisation, de l'offensive numérique et du leadership de Lula. Sa lecture permet de retrouver une histoire inconfortable : le parti né des luttes ouvrières a déplacé son énergie vers l'administration de l'État, tandis que les organisations autrefois

Copyright © El Correo

combatives resserraient leur dépendance au gouvernement. Le problème n'est pas qu'un militant occupe un ministère ; il commence lorsque ceux qui l'ont formé perdent la capacité de le mettre en question depuis l'extérieur. Les améliorations de la politique de Lula ont transformé des vies ; elles n'étaient pas de simples fabrications de conformité. Mais un droit vécu comme une faveur personnelle peut produire une gratitude intense et une organisation faible. Le corps du protecteur finit par porter le poids d'une expérience qui devrait pouvoir se supporter collectivement.

La menace a rassemblé des jeunes, des femmes et des travailleurs dont la gestion quotidienne n'avait pas su mobiliser l'initiative. La question gênante est de savoir pourquoi il a fallu s'approcher du précipice pour reconnaître leur force. Le militantisme ne devrait pas être un extincteur qui se déclenche lorsque les sondages brûlent et qui est rangé au fond du couloir après le scrutin. Ceux qui ont rendu possible la victoire ont le droit de discuter de leur destin. Attribuer tout à l'exceptionnalité de Lula revient à mettre la foule comme spectatrice lorsqu'il s'agit d'intervenir dans le scénario. Son leadership compte parce qu'il articule les capacités présentes ; la réaction n'a pas le monopole de l'époque.

La lutte pour mettre fin aux six jours de travail et un jour de repos a conduit la démocratie à la fatigue des corps. Le Sénat a approuvé le 14 octobre, par 75 voix contre une, une réforme qui élimine ce régime et réduit progressivement la journée sans baisse de salaire. Son application ouvre un nouveau champ de lutte. La revendication a donné un contenu matériel à une campagne qui pouvait s'épuiser dans la peur : gagner du temps pour vivre, c'est aussi débattre du pouvoir. La souveraineté d'un pays et celle de ses habitants sont en jeu là où l'on décide des horaires des autres. Un drapeau brandi à l'extérieur et utilisé à l'intérieur pour couvrir les inégalités finit par perdre la force de ceux qui devaient le lever. Il ne suffit pas que la nation respire si ses travailleurs sont toujours à court d'air.

Une communication efficace ne dispense pas non plus de débattre avec des médias. Les fausses informations attribuées à la campagne de Lula ne se confondent pas avec l'humour ou la provocation. Entre le dossier qui ne parvient pas à émouvoir et l'accusation inventée, il y a un champ énorme de narration politique. Une gauche qui a besoin de personnes capables de juger ne peut pas traiter sa crédulité comme une matière première. Le mensonge obtient des avantages et laisse derrière lui des habitudes d'obéissance que les autres exploiteront. Le triomphe ne rend pas légitimes tous les moyens employés : la victoire doit élargir l'autonomie de ceux qui l'ont rendue possible.

La richesse vote aussi

Le triomphe présidentiel n'a pas non plus apporté une majorité parlementaire ni fait disparaître les pouvoirs économiques. Il convient de différencier le bolsonarisme , d'un centre et d'un centre-droit qui a ses intérêts propres, même si ces différences ne garantissent pas un soutien à la redistribution. Les forces rivales peuvent convenir de soutenir une réforme, de la retarder ou de la vider. La réaction boursière et de taux de change qui a suivi le résultat a ajouté une autre forme de pression. Il n'est pas nécessaire d'imaginer une conspiration réunie dans une pièce : les décisions dispersées de grands propriétaires peuvent converger vers la discipline d'un gouvernement. Le dimanche, les citoyens votent ; le lundi, un autre scrutin s'ouvre où chaque bulletin pèse selon le patrimoine de celui qui le dépose. L'égalité politique se heurte a un obstacle qui ne figure pas dans la Constitution.

La pression extérieure, les contraintes financières et l'obstruction parlementaire n'obéissent pas nécessairement à un commandement unique. Leurs effets peuvent cependant converger en une exigence : réduire la portée de ce pour quoi le mandat a été obtenu. La protection internationale de Flavio ajoute la capacité de maintenir les dirigeants vaincus et de leur offrir une arrière-garde.

Lula a empêché que ce complot contrôle aussi l'exécutif brésilien, mais il devra se battre pour conserver la présidence conquise. C'est là que réapparaît la dimension tragique de la conciliation : les concessions qui assurent la gouvernance peuvent affaiblir la force sociale nécessaire pour gouverner. Si chaque affaiblissement justifie la

Copyright © El Correo

concession suivante, le gouvernement finit par offrir comme garantie de stabilité la neutralisation de ceux qui l'ont porté au pouvoir.

La négociation fait partie de la politique ; renoncer à modifier les conditions de la négociation est une orientation qui doit être débattue. La mobilisation peut les amplifier si elle conserve l'autonomie et la capacité de formuler des revendications. Réduite à applaudir des accords qu'elle n'a pas pu débattre, elle perd de sa puissance. La succession de Lula exige elle aussi cette construction : aucune tradition ne peut organiser son avenir autour de la résistance biologique d'un homme. Une candidature peut se transmettre ; une expérience émancipatrice a besoin de dirigeants et d'organisations capables de la soutenir. Prendre soin de ce que représente Lula implique de créer les conditions pour qu'il ne doive pas tout représenter.

Pour le Frente Amplio uruguayen, l'expérience interpelle la distance entre gouvernement, programme et participation. Les contraintes parlementaires ne déterminent pas à elles seules l'intensité des transformations. Si le militantisme n'apparaît que pour défendre ce qui est résolu ailleurs, on gaspille la capacité qui pourrait élargir le champ des possibles.

Pour l'Argentine, le revers de l'allié de Milei n'organise pas automatiquement une alternative : le malaise a besoin d'un programme, de liens et d'un horizon. L'épisode d'Iguazú exige en outre une information publique et un contrôle sur l'utilisation des organismes étatiques. Il n'est pas nécessaire d'attendre une condamnation brésilienne pour demander au gouvernement argentin ce qu'il a fait. Aucun peuple ne peut externaliser dans les urnes du voisin le travail de construire sa propre force.

Dans « L'enfer a des héritiers » (C&C 16/10/26) nous mettions en garde dans ce journal sur une réaction capable de transmettre des ressources, des identités et des positions de pouvoir. La défaite de Flávio n'annule pas cet héritage ; Iguazú a montré qu'il inclut également des contacts et des sorties d'urgence. Mais la victoire de Lula empêche de la traiter comme une succession naturelle. La lutte était nécessaire quand il semblait improbable de gagner : on se bat aussi pour défendre des vies, conserver des organisations et maintenir ouvertes des possibilités qu'une défaite peut clôturer. Cette fois, il a gagné. La lucidité n'exige pas de cacher la joie, mais d'éviter qu'elle ne se consume avant d'éclairer ce qui suit.

Le défi commence dans l'utilisation du temps conquis. Si la mobilisation rentre chez elle sans voix, si chaque promesse devient une explication de son impossibilité et si l'autonomie par rapport à l'extérieur ne modifie pas la vie quotidienne, la réaction trouvera le terrain pour revenir.

Si la victoire élargit les droits et distribue le pouvoir de décision, elle aura commencé à dépasser les urnes. Le temps gagné doit devenir du temps pour soi : pour s'organiser, discuter du cap et vivre quelque chose de plus que le simple repos de la fatigue. Le Brésil a conservé pour la région un espace de respiration. L'entente conserve des abris, des fortunes et des pistes de décollage. L'enfer a des héritiers et sait les mettre en sécurité. On leur a interdit une succession. Reste à discuter du titre de propriété.

Emilio Cafassi pour **Caras&Caretas**

Traduit de l'espagnol depuis El Correo de la Diáspora par Estelle Leroy-Debiasi

El Correo de la Diaspora. Paris, le 2 novembre 2026.

Emilio Cafassi est professeur titulaire et chercheur à l' Université de Buenos Aires. cafassi@uba.ar

Cette création par http://www.elcorreo.eu.org est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported. Basée sur une œuvre de

www.elcorreo.eu.org

Copyright © El Correo